

Convention collective départementale

IDCC : 2033. – **BÂTIMENT**
(ISÈRE)

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(17 septembre 1998)

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

ACCORD DU 18 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
ET DE REPAS DE NUIT
NOR : ASET0750261M
IDCC : 2033

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère
(FBTP 38) ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère
(CAPEB 38 G),

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit, à compter du 1^{er} janvier 2007 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 10,41 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998

L'indemnité de repas est portée à 8,69 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

(En euros.)

ZONE	KILOMÉTRAGE	MONTANT
1 A	de 0 à 5	0,89
1 B	de 5 à 10	2,69
2	de 10 à 20	5,28
3	de 20 à 30	8,64
4	de 30 à 40	11,97
5	de 40 à 50	15,09

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

(En euros.)

ZONE	KILOMÉTRAGE	MONTANT
1 A	de 0 à 5	0,54
1 B	de 5 à 10	1,58
2	de 10 à 20	3,08
3	de 20 à 30	4,75
4	de 30 à 40	6,42
5	de 40 à 50	8,02

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord, sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail. Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 18 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)